

L'intervention du Président Sarkozy devant les Maires du Cher le 1er février 2011 : l'opinion de Maxime CAMUZAT

Maxime Camuzat

*Vice-président de l'Association des Maires de France et des Maires du Cher,
Ancien membre de la Direction Nationale de l'Association des Élus communistes et républicains,
Maire de Saint Germain du Puy.*

Je viens de voir et d'entendre, le Président de la République, parler aux Maires du Cher.

En entendant son discours sur la « nécessité de réformer » j'ai d'abord été surpris de réentendre mot pour mot les phrases et les formulations qu'il avait employées au Congrès des Maires de France, en novembre dernier.

Sur chaque sujet, son discours portait des évidences que l'on ne peut que partager au premier abord. Puis des affirmations, parfois contestables, voire erronées, dont l'objectif est d'arriver à la conclusion : « on ne peut pas faire autrement » ; « il faut faire des réformes ».

Il énonce alors quelques propositions, parfois étonnantes, des propositions qui « évoluent » ultérieurement compte tenu des réactions d'élus locaux de sa majorité.

Ce fut par exemple le cas après le Congrès des Maires de 2009, sur la fiscalité locale, quand après la suppression de la Taxe Professionnelle, tout un système « abracadabrantique » a été mis sur pied pour qu'en 2010 et en 2011, il n'y ait pas de décrochage des ressources des communes, rurales notamment.

En 2012 et après ? Bien des spécialistes s'interrogent mais l'élection présidentielle sera passée...

Dans son discours, monsieur Sarkozy enfonce des portes ouvertes :

« *Le monde bouge de plus en plus vite* » ;

« *La mondialisation est un fait* » ;

« *L'immobilisme, c'est la mort* »...

« *C'est donc notre rôle d'avoir la capacité de nous adapter à cette réalité, et ce rôle est plus particulièrement le mien...* ».

Il énonce alors d'autres affirmations beaucoup plus contestables, mais tellement assénées par les médias qu'elles ne se discutent plus :

« *On est bien obligé de réduire nos déficits publics, sinon comme la Grèce, l'Irlande* »... ou celle relative au « *Mille feuille territorial* » que « *notre pays est le seul* » etc...

D'autres qui font appel au « *bon sens commun* » :

« *Comment voulez-vous que l'on puisse continuer à payer autant de fonctionnaires* » ;

« *Il en est des services publics comme du travail : il vaut mieux la qualité que la quantité* » ;

« *il faut des fonctionnaires plus formés, plus polyvalents, moins nombreux* »...

Et cette autre, qui ne peut qu'interpeller tous ceux qui depuis des années, luttent et agissent pour un aménagement équilibré du territoire de notre pays :

« *Avant moi, cette politique n'avait pas d'autre ambition que d'accompagner vos territoires vers le déclin* ».

Et toujours des portes ouvertes :

« *La meilleure façon de faire que le chômage ne soit pas douloureux, c'est de permettre à un chômeur de trouver un emploi* » ;

« *La Taxe Professionnelle devait bien être supprimée car la supprimer « va renforcer la compétitivité de la France* », ce qui n'est ni démontré avant, ni avéré après.

Sur le maillage territorial des services publics :

« Peut-on laisser dans chaque village de France un bureau de Poste où il n'y avait qu'un client par jour ? ».

Il y avait donc avant plus de 36000 bureaux de poste en zone rurale...(36000, c'est le nombre de communes en France, chiffre arrondi).

Ou encore, sur la « question des normes » :

« Il y en a 400000, c'est beaucoup trop, c'est compliqué et ça coûte trop cher. Comment voulez-vous que... »;

« Est-il normal que l'on doive les appliquer, vu leur coût, de la même façon partout, dans une grande ville comme dans une petite commune ? » .

Bien sûr, le Président de la République n'est pour rien dans la hausse du chômage, la délocalisation des entreprises, l'inflation des normes à propos de laquelle il ne peut évidemment qu'encourager les Maires à ne pas respecter la loi...

Cette phrase enfin qui évidemment faire rire et applaudir dans la salle les Maires présents :

« Vous connaissez ça, vous les Maires : vos adjoints, eux, répondent oui à toutes les demandes des habitants, et c'est à vous, ensuite, de leur dire « non » lorsqu'ils viennent vous présenter leurs besoins, comme je le fais quand les Ministres viennent me faire part de leurs demandes de budget ».

Cette « évidence », permet donc de justifier tout le reste : « je n'ai pas le choix, donc... »

Monsieur Sarkozy fait de la politique de « café du commerce » en énonçant des vérités toutes faites, vite accompagnées de solutions, elles aussi toutes faites (et tout aussi vite refaites quand elles soulèvent des oppositions), en essayant de faire oublier qu'il est le premier responsable de la situation qu'il dénonce.

A aucun moment, le Président et ceux qui portent son discours n'évoquent la possibilité d'avoir des moyens supplémentaires pour la « dépense publique », en mettant à contribution la « sphère financière de l'économie », comme nous le proposons.

La crise sert aujourd'hui d'argument et de prétexte, chez nous, en France, comme partout, pour remettre en cause les avancées sociales des cinquante dernières années, et les services publics qui sont pourtant de la cohésion de notre société et de la nécessaire solidarité envers les plus faibles d'entre nous.

« Les dotations aux collectivités locales gelées pour 3 ans ? J'assume ». (« On n'a pas le choix »).
Le « non-remplacement d'un fonctionnaire sur deux », la « Révision Générale des Politiques Publiques » ? « Comment voulez-vous payer tous ces fonctionnaires ? » etc...(« On n'a pas le choix »).

Autre morceau de choix déjà décliné au Congrès des Maires à Paris :

« En 2008, les recettes fiscales de l'État ont baissé de 22 % : on n'a pas baissé les dotations aux communes de 22 %. On aurait pu le faire » (vous avez eu chaud, voyez comme je suis bon avec vous...).

Approximation : ce chiffre n'est pas celui que la commission des finances de l'Assemblée Nationale, ni le Ministère des Finances ont publiés. Moins 18 % en 2009, mais une hausse en 2010 qui ramène à 4,5% le manque de recette depuis le début de la crise.

Le Président doit pourtant connaître ces chiffres, non ?

Au même moment, on demandait aux communes et aux autres collectivités locales d'investir plus pour sortir de la crise, et de « servir d'amortisseur social pour ceux qui en étaient les victimes », avec un petit coup de pouce sur le remboursement de la TVA pour les inciter, et les culpabiliser si elles ne faisaient pas un effort du fait de la défaillance du secteur privé.

Dans le même temps, le bouclier fiscal pour les riches, l'« affaire Bettencourt », le salaire des grands patrons, etc... montraient qu'il y avait encore « un peu d'argent » en France. Et qu'il y en a toujours aux dernières nouvelles car sans le bouclier fiscal et d'autres mesures du même genre, les recettes du budget 2010 auraient été supérieures à 2007, malgré la crise.

Évidemment, les Maires UMP présents qui ont applaudi ce gel des dotations de l'État « parce qu'il n'a pas le choix », seront les mêmes qui viendront solliciter le Conseil Général du Cher pour des subventions supplémentaires et qui s'étonneront s'ils ne les ont pas...

Monsieur Sarkozy n'a pas essayé de rassurer mon ami Jean-Pierre Charles, Maire de Graçay, Président de l'Association Départementale des Élus Communistes et Républicains, qui le questionnait sur la disparition des services publics en milieu rural. Il a répondu : « *pour moi, le service public, c'est la polyvalence* », en précisant que « *l'État fait de gros efforts sur la construction de lignes de TGV* », en ajoutant cette phrase étonnante : « *Peut être qu'un TGV cela vaut une trésorerie ?* ».

Il va falloir fermer beaucoup de trésoreries pour financer les lignes TGV. Au passage les régions et départements (dont le Cher) concernés par le projet de TGV Paris-Orléans-Bourges-Clermont-Ferrand, etc...seront ravies d'apprendre que c'est donc l'État qui le financera à 100%...

Parfois, dans ce que propose le Président pour « réformer », on est surpris, même agréablement surpris : c'est le cas, par exemple, de la question dite de la « désertification médicale ». Car, peu à peu, sur cette question, voici que surgissent des propositions ressemblant à ce que nous portons depuis de nombreuses années déjà. Il est vrai que dans ce secteur « libéral », qui tout au long des études et de la formation des professions médicales est financé grâce à l'argent public et est ensuite rémunéré pour une grande partie par la sécurité sociale, il y avait et aurait plus que jamais un équilibre à trouver pour que là aussi, « le maillage territorial » en terme médical puisse vraiment être réalisé. Les propos, études et rapports montrent sur ce sujet des avancées que nous proposons depuis longtemps.

Dans le domaine des collectivités locales, le discours est donc le même que celui utilisé pour la réforme des retraites, celle de la sécurité sociale, etc... : je le redis, la crise sert de prétexte pour remettre en cause aujourd'hui ce que nous avons réussi à obtenir hier.

Dans ce cadre, laisser aux communes la « clause de compétence générale » est pour moi un piège, car comme l'avait écrit dans la revue « Le Conseiller Général », Monsieur Henri Louis Védié, professeur d'économie HEC, membre du Conseil Économique et Social, lui-même élu local depuis des années: « *comme on donne peu à peu tout ce qui va pas bien de la vie des Français aux élus locaux en leur donnant moins de moyens, on en fait des boucs émissaires* ». Même ai-je envie d'ajouter « quand les problèmes à résoudre par les Maires ne sont pas les mêmes à Neuilly, « banlieue » de Paris, que dans d'autres commune de banlieue, etc.... ».

Voici plus de 10 ans, j'avais cité une phrase d'un de nos gouvernants qui me semblait déjà résumer la situation d'alors : « *il ne faut pas supprimer les communes, afin de laisser les élus locaux gérer les exclusions pour éviter les explosions* ».

On va donc, plus que jamais faire de nous des élus fusibles, quand c'est la société qui disjoncte, et que c'est elle qu'il faudrait changer.

Rassurons-nous, le Président va bientôt « moraliser le capitalisme ».

Ouf, j'avais un peu peur car comme l'avait dit voilà déjà quelques années le responsable de la commission sociale de l'Épiscopat, en parlant des réformes annoncées : « *parler de changements profonds sans remettre en cause la circulation de l'argent, c'est avancer dans des impasses en y conduisant beaucoup d'hommes* », et de femmes .

Je trouve que depuis quelques années, nous avons avancé beaucoup dans ces impasses.

Ce que le président appelle des réformes, rappelle étrangement celles faites en 1815, quand la Royauté réformait ce qui avait été instauré depuis la Révolution Française. Mais on avait alors appelé cela, et à juste titre, la « Restauration ».

Aujourd'hui, si nous sommes toujours en République, c'est un autre Roi qui gouverne : l'argent. « L'argent Roi », avec ses plus hauts serviteurs au niveau de l'État.

Cela dit, lors de son discours, après avoir « démontré » à sa manière qu'on ne « pouvait qu'adapter notre société à la réalité d'aujourd'hui », le Président Sarkozy a prononcé la phrase suivante : « *le choix est à faire entre les différentes formules du changement* ».

Ouf, il y a donc d'autres choix possibles ?

C'est cela, moi, vraiment qui me rassure.

C'est bien pourquoi, plus que jamais, au-delà des mots, compte tenu de ce que je vis et j'écoute au quotidien dans ma fonction d' élu local, le mot « résister », se conjugue au présent. Et oui, il y a « URGENCE POUR D'AUTRES CHOIX »¹. Mais pas simplement pour en parler comme la moralisation du capitalisme, mais pour agir.

Maxime CAMUZAT
10 février 2011

¹ Titre du dernier article de Maxime Camuzat, disponible avec d'autres sur elunet.org et solidarflop.org